

Article exclusif : Opération « Renvoyé spécial » !

Pour cet article, nous avons décidé de mêler travail et politique.

Le journalisme dépend des libertés. Sans liberté d'expression, liberté d'opinion, le journalisme est-il vraiment ce que nous connaissons en France ? Partout dans le monde, des journalistes se battent pour défendre leur travail, et leurs idées. Pour témoigner de cela, nos journalistes sont allés à la rencontre d'Alareny Baillo Bah, journaliste exilé guinéen, qui a bien accepté répondre à nos questions.

Bonjour, monsieur Bah. Qui êtes-vous ?

Je suis né en 1978 à Bamako. J'ai obtenu mon bac en 1997, et j'ai ensuite obtenu un diplôme en administration et en journaliste, jusqu'en 2007.

Puis de 2007 à 2010, je suis devenu stagiaire pour la télévision nationale : la RTG. En 2010, la RTG m'a officiellement embauché en tant que journaliste titulaire dans le domaine des énergies jusqu'en 2014. Depuis 2012, j'ai fait plus de 500 reportages télévisés pour la RTG.

Pouvez-vous nous présenter votre pays ?

La Guinée est un pays situé au nord ouest de l'Afrique. Sa capitale est Conakry. C'est une ancienne colonie française qui a acquis son indépendance il y a 50 ans. Notre pays compte 13 millions d'habitants et n'est pas très développé, en partie à cause de l'indépendance, que nous avons obtenue tard. Dans beaucoup de régions, les guinéens n'ont pas accès à l'électricité. Aujourd'hui, Alfa Condé est président, et impose censure dans son pays.

Comment en êtes-vous arrivés à vous mettre le gouvernement guinéen à dos ?

J'ai simplement souhaité dire la vérité. J'ai fait mon travail ! En critiquant les dysfonctionnements au sein du pays notamment. Chaque article que nous écrivions était relu, et modifié afin de respecter les souhaits du gouvernement. J'ai continué mes interventions, dans des émissions radio, privées.

Jusqu'où cela est-il allé ?

Ma maison était sous surveillance, et je devais me cacher chez des amis. Pendant une manifestation politique organisée, des guinéens m'ont reconnu et frappé, sous le regard des gendarmes. Alors que nous rentrions, des gendarmes nous ont tirés dessus, après nous avoir suivis. Mon caméraman est décédé.

Comment et quand avez-vous décidé de demander l'exil ?

Après l'accident de voiture, quand je suis sorti de l'hôpital, j'ai appris la mort de mon père. Il est décédé en prenant ma défense, tué par des gendarmes, chez lui. C'est là que j'ai décidé de partir, vers la France.

Comment s'est passée votre arrivée en France ?

J'avais très peur en arrivant en France. J'ai débarqué le 9 Juin 2014, grâce à la maison de la presse de Guinée, qui m'a procuré les papiers nécessaires. J'ai été d'abord malmené par un homme, qui m'a prit tout mon argent. J'ai mis deux jours à rejoindre la maison des journalistes, sans rien. J'avais tellement faim !

Aujourd'hui, que fait la maison des journalistes pour vous ?

La maison des journalistes m'aide encore financièrement, et me loge pendant une durée de 6 mois depuis mon arrivée. J'ai très peu de chance de retrouver mon travail de journaliste en France, puisqu'il n'y a pas qu'équivalence directe, mais j'espère pouvoir vivre et travailler bientôt, puisque je n'ai pas la possibilité de travailler en France, tant que la Guinée n'a pas confirmé mon statut d'exilé politique.

La situation d'Alareny Baillo Bah n'est pas unique. En effet, la maison des journalistes a accueilli des dizaines de journalistes, depuis 2005. Son but premier est de sensibiliser les lycéens à la liberté d'expression et aux conditions de tous, dans le monde. L'opération reçoit le soutien, chaque année, de Presstaliss, société commerciale française, qui gère une grande partie des journaux publiés dans le pays, et contrôlée par les éditeurs.

Article dirigé par : Camille ROBERT – Emma BALANCHE – Emma SAIGNOL